

International Organización Internacional del Café Organização Internacional do Organisation Internationale du

Coffee Organization Café

EB

3864/04

12 mai 2004 Original: français

Durabilité

Comité exécutif 255^e réunion 18 – 21 mai 2004 Londres, Angleterre

Impact de la faiblesse des prix sur les indicateurs de durabilité de l'économie caféière

Contexte

Dans le cadre de son programme d'activités, l'Organisation accorde une attention particulière aux conséquences des faibles niveaux des prix mondiaux du café sur l'économie des pays exportateurs. Aussi a-t-elle entrepris dans la présente étude d'analyser l'impact de la faiblesse des prix sur le développement durable de l'économie caféière.

Mesure à prendre

Le Comité exécutif est prié de <u>prendre note</u> de ce document.

Introduction

- 1. Le concept de développement durable, apparu dès 1980, dans le cadre de la stratégie mondiale de conservation, n'a reçu sa définition officielle qu'en 1987 dans un rapport rédigé par la Commission mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED), à la demande de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations-Unies. Selon ce rapport, le développement durable au sens le plus large, vise à favoriser un état d'harmonie entre les êtres humains d'une part, et d'autre part entre l'homme et la nature. Cette présentation du concept, moins connue, souligne le fait que deux objectifs fondamentaux sont sous-jacents au développement. Il s'agit de l'harmonie entre homme et nature, entendons le respect des limites écologiques de la planète et de l'harmonie entre les êtres humains, autrement dit, une certaine cohésion sociale. La poursuite du développement durable exige un système social capable de trouver des solutions aux tensions nées d'un développement déséquilibré. Le développement durable présuppose un souci d'équité sociale entre les générations, souci qui doit s'étendre, en toute logique, à l'intérieur d'une même génération.
- 2. L'effondrement des prix que connaît le marché du café depuis environ cinq ans continue d'avoir des conséquences négatives sur l'économie des pays tributaires de cette matière première agricole et sur les conditions de vie de plus de 25 millions de caféiculteurs à travers le monde. Malgré une légère remontée constatée au cours des premiers mois de l'année 2004, l'industrie du café dans les pays exportateurs est encore loin de sortir du marasme dans lequel elle est plongée car les prix sont toujours à leurs plus bas niveaux en termes réels depuis 1965. Avec toutes les conséquences négatives sur les économies des pays producteurs, une telle situation constitue une menace pour le développement d'une économie caféière durable.
- 3. La présente étude a pour objet de mesurer les principaux indicateurs de l'économie caféière durable et d'analyser l'impact de cette longue période de bas niveaux de prix mondiaux. Elle permettra de répondre, entre autres, aux questions suivantes :
 - Quels sont les indicateurs de durabilité de l'économie caféière ? ;
 - Dans quelle mesure ces indicateurs sont-ils affectés par l'évolution des prix du café ? ; et
 - Peut-on parler d'une économie caféière durable ?
- 4. Il convient de noter que cette étude fournit une première information utile à la sensibilisation et à la prise en compte du développement social et humain dans le commerce des matières premières, notamment le café.

5. Les points ci-après seront traités :

- I. Évolution historique et récente des prix du café
- II. Les indicateurs de l'économie caféière durable
- III. Impact des niveaux de prix sur l'économie caféière durable

I. Évolution historique et récente des prix du café

- 6. Le prix indicatif composé de l'OIC qui était en moyenne de 133,91 cents EU la livre en 1997, a enregistré une moyenne de 45,60 cents la livre en 2001. Au cours des années 2002 et 2003, les prix ont enregistré respectivement une moyenne de 47,74 cents et 51,91 cents la livre. Le graphique 1 donne l'évolution de la moyenne annuelle des prix indicatifs de l'OIC depuis 1965. Le tableau 1 indique les moyennes annuelles des prix indicatifs des quatre groupes de café depuis 1965. Ces prix sont également exprimés en termes constants sur la base de l'année 1965 afin d'écarter l'effet inflationniste.
- 7. Les graphiques et tableaux en annexe indiquent que les prix du café évoluent à des niveaux très bas depuis environ cinq ans. Pris individuellement, certains groupes de café connaissent un record de baisse depuis près de 40 ans. En valeurs constantes, sur la base avril-juin 1965, les niveaux de prix des Robustas enregistrés en 2001, 2002 et 2003 sont les plus faibles depuis 1965. Pour les Arabicas Brésil & autres naturels, les moyennes des années 2002 et 2003 sont les plus faibles en valeurs constantes depuis 1965. Du fait de l'effondrement des prix mondiaux, la moyenne annuelle des recettes d'exportation a décliné de 12,88 milliards de dollars EU en 1997 à 5,56 milliards de dollars EU (selon les estimations) en 2003 (tableau 2).
- 8. Les conséquences négatives des faibles niveaux de prix ont également pris des proportions très alarmantes dans certains pays exportateurs sur le plan social, économique et politique. Sur le plan social, de nombreux emplois permanents ont été perdus avec pour corollaire l'accentuation de la crise économique et la montée de l'instabilité dans certaines zones qui vivaient naguère de l'exploitation du café. En effet, l'endettement et l'appauvrissement de nombreux caféiculteurs se sont poursuivis dans la plupart des pays exportateurs dépendants du café, ce qui constitue une grave menace pour la durabilité de l'économie caféière qu'il convient néanmoins d'analyser à travers ses principaux indicateurs.

- 4 -

II. Les indicateurs de l'économie caféière durable

A. Notion de durabilité

- 9. Le développement durable est un processus dynamique qui a tendance à incarner des principes et des orientations en matière de politique économique. Le développement durable, selon le rapport Brundtland¹, répond aux besoins présents sans compromettre les chances des générations futures de satisfaire leurs propres besoins. Une stratégie de développement durable vise à bâtir et harmoniser les différentes politiques sectorielles (économique, sociale et environnementale) dans un pays donné pour assurer un développement économique socialement responsable tout en protégeant la base des ressources pour les générations futures. Le développement durable implique donc le maintien du bien-être humain de sorte que, à défaut de ne pouvoir être amélioré, il ne connaisse pas non plus de détérioration.
- 10. Le rapport Brundtland, qui met clairement en évidence les liens entre pauvreté, croissance et dégradation de l'environnement et le social, introduit trois piliers d'un développement durable (l'économie, l'environnement et le social). Le développement durable procède alors de l'intégration de trois objectifs qui sont le développement économique, la préservation des ressources naturelles, et l'équité intergénérationnelle et la lutte contre la pauvreté. Aussi, convient-il d'analyser ce concept par rapport au café dont l'évolution des cours a entraîné une crise profonde dans les pays exportateurs. La durabilité témoigne en effet de la capacité de résister aux chocs externes, ce qui assure la survie et éventuellement permet la croissance et le développement.

B. Indicateurs de durabilité de l'économie caféière

11. Dans beaucoup de cas, lorsqu'on parle de développement durable, les aspects sociaux ne sont abordés que du bout des lèvres ou dans un désordre inextricable. Un grand nombre de projets invoquent la durabilité, mais la dimension sociale y reste globalement obscure. La dimension humaine, et en son sein la dimension sociale, tiendront une place centrale dans la présente analyse. Il convient de concilier trois pôles qui sont l'action économique, le développement social et le respect des équilibres écologiques. La durabilité de l'économie caféière doit reposer sur le bien-être des acteurs de cette filière notamment les producteurs qui constituent le maillon le plus faible dans ce rapport de force. La durabilité est donc une façon possible d'appréhender le bien-être au niveau des caféiculteurs. Le bien-être dépend d'un niveau de revenu suffisant, d'une instruction suffisante, d'un bon état de santé, d'un environnement de qualité et d'une cohésion sociale forte. Il ressort que les éléments ci-après seront considérés comme principaux indicateurs de durabilité liés directement ou indirectement à l'économie caféière. Ces indicateurs fournissent des éléments sur lesquels

¹ Le Rapport Bruntland ("Notre Avenir à Tous"), a été préparé en 1987 par la Commission mondiale sur l'Environnement et de Développement. Ce rapport porte le nom de Mme Gro Harlem Brundtland, Présidente de la Commission et ancien Premier Ministre de la Norvège.

repose l'analyse de l'impact des faibles niveaux des prix sur les économies des pays exportateurs. Ils procurent des signaux d'alerte pour prévenir à temps les dommages économiques, sociaux et environnementaux.

12. Parmi les indicateurs économiques, on peut noter principalement le niveau des revenus des producteurs, l'emploi généré par l'économie caféière, les finances publiques et l'évolution des termes de l'échange. Les indicateurs sociaux se réfèrent à la dimension humaine au sens large, notamment l'éducation et l'accès aux soins de santé primaire. Les indicateurs sociaux couvrent également les conditions de travail, le seuil de pauvreté, l'accès à l'alimentation, à l'eau potable et au logement. Les mouvements des populations (exode rural, émigration vers les pays développés) et la stabilité sociale sont également des indicateurs sociaux d'un développement durable. Enfin, le développement durable prend en compte les aspects environnementaux notamment l'écosystème, l'érosion des sols, la désertification, la déforestation et la pollution.

III. Impact des niveaux de prix sur l'économie caféière durable

13. L'analyse de l'impact des faibles niveaux de prix sur les indicateurs de l'économie durable nécessite une étude détaillée conduite dans les pays exportateurs. Une telle démarche aurait permis d'observer directement un certain nombre d'indicateurs de durabilité. L'Organisation internationale du Café a d'ailleurs préparé les termes de référence pour une étude conjointe OIC/FAO². À la demande du Directeur exécutif de l'OIC, 14 pays exportateurs ont indiqué quelques conséquences négatives de la crise du café qui menacent le développement durable (document ICC-89-5 Rev. 1). Il s'agit du Cameroun, de la Colombie, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, d'El Salvador, de l'Équateur, de l'Éthiopie, du Ghana, de l'Inde, du Nicaragua, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Philippines, de la République centrafricaine et du Viet Nam.

A. Indicateurs économiques

Revenus

14. Une baisse des prix payés aux producteurs signifie une baisse du revenu agricole, une baisse des salaires agricoles et une perte d'emplois. Les planteurs sont toujours les plus touchés par les mouvements de prix sur le marché international. Une diminution des revenus crée un cercle vicieux dans la mesure où elle rend difficile la mobilisation des ressources pour l'investissement afin d'améliorer la production, notamment l'introduction des méthodes de production respectueuses de l'environnement, ce qui se traduit par une stagnation de la productivité et de la compétitivité et un amenuisement des revenus. En effet, les planteurs ne

² Cette étude conjointe OIC/FAO qui doit couvrir l'impact de l'économie caféière sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté dans les pays exportateurs d'Afrique n'a pas encore démarré en raison d'un problème de financement.

peuvent pas utiliser les meilleures variétés ni mettre en pratique les acquis scientifiques et techniques. Aussi, enregistrent-ils une mauvaise gestion culturale, de faibles rendements et une productivité médiocre. Lorsque les prix descendent en dessous du coût marginal de production, certains producteurs ne se donnent plus la peine de récolter, ce qui peut entraîner une perte de part de marché éventuellement difficile à rattraper par la suite lorsque les prix se redressent. Par ailleurs, le taux de la population rurale vivant au-dessous du seuil de pauvreté a augmenté dans beaucoup de pays.

Emplois

15. De nombreux travailleurs agricoles ont perdu leur emploi. En Colombie, une menace pèse sur l'emploi direct de quelque 530 000 personnes représentant environ 30% du total de l'emploi en milieu rural. Au Costa Rica, les pertes d'emplois sont estimées à 10 000 alors qu'environ 130 000 salariés ont été licenciés en El Salvador du fait de la crise. Le Nicaragua enregistre environ 122 000 licenciements. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, où 50% des 4,9 millions d'habitants dépendent des revenus du café, la crise du café a affecté 40% des emplois officiels. Dans l'ensemble des pays de l'Amérique centrale, les études récentes ont montré une baisse de 20% des emplois saisonniers et une baisse de 50% des emplois permanents³.

Termes de l'échange

16. La détérioration des termes de l'échange aggrave le problème de la baisse des prix nominaux en rendant relativement plus onéreuse l'importation des intrants requis pour entretenir, moderniser ou diversifier le secteur des produits primaires notamment les engrais, les semences, les pesticides, le carburant, les produits intermédiaires ainsi que les machines et le matériel de remplacement. Il y a donc une baisse de l'utilisation du potentiel et de l'efficience de l'emploi des ressources. Cela a également une incidence sur le prix des biens essentiels importés tels que les médicaments et certains produits alimentaires.

Finances publiques

17. Dans les pays exportateurs de café, les recettes fiscales reposent pour la plupart sur la taxe sur la valeur ajoutée ou les taxes à l'exportation. Par conséquent, la baisse des recettes d'exportation a une incidence sur les recettes publiques. En effet, une longue période de dépression des prix du café a entraîné ou accentué une rupture de financement de l'État et a affecté la capacité des gouvernements respectifs à entreprendre des projets vitaux d'investissements publics dans le social et dans les infrastructures. Aussi, la baisse des recettes d'exportation se traduit-elle par une contraction des ressources budgétaires consacrées aux activités tendant à réduire la pauvreté telles que la santé et l'éducation. La

³ Atelier sur "The coffee crisis and its impact in Central America, situation and lines of action" Banque inter-américaine de Développement, Antigua, Guatemala, 3-5 avril 2002.

- 7 -

diminution des recettes d'exportation a également des répercussions sur la balance des paiements. Elle met à rude épreuve les réserves de change et la monnaie nationale, ce qui rend le service de la dette moins soutenable et rend les importations plus onéreuses. En Colombie, la contribution du café à l'activité économique est passée de 5,3% à 1,3% du produit intérieur brut (PIB) entre 1990 et 2002. En Côte d'Ivoire, la réduction des revenus fiscaux provenant du café a gravement touché le budget national d'investissements, d'où un frein au développement et l'accroissement des mouvements sociaux de protestation, voire l'instabilité sociale. Au Nicaragua, les pertes en matière d'impôts sont de l'ordre de 13,2 millions de dollars EU en deux ans.

B. Indicateurs sociaux

Au plan social, le café joue un rôle important dans la fixation de la population agricole et dans la création d'emplois dans les zones rurales. Le café permet également une large distribution des revenus au niveau des familles paysannes. Les chances de la population rurale de se renouveler s'amenuisent dans la mesure où les jeunes se désintéressent de l'agriculture au profit de l'exode vers les villes ou vers les pays développés. Cette situation menace la durabilité de l'économie caféière dans certains pays pourtant fortement tributaires du café pour l'essentiel de leurs recettes d'exportation. En Colombie, la migration urbaine a augmenté, surtout parmi les jeunes. Certains exploitants dans les régions marginales, s'ils n'abandonnent pas leurs exploitations, remplacent le café par des cultures illégales ou bien des herbages. Au Costa Rica, les foyers considérés comme souffrant d'une extrême pauvreté (revenu par personne inférieur à un panier de denrées alimentaires de base) sont passés de 7,1% de la population totale en 1998 à 8,8% en 2002. Dans l'une des principales zones de production de café de ce pays, le chiffre est passé de 11,8% en 1998 à 13,1% en 2002. En El Salvador, le Programme alimentaire mondial a été obligé de distribuer des rations d'urgence à 10 000 foyers de planteurs de café en 2002. Au cours de l'année 2003, environ 52 enfants dans les zones de production de café sont morts de malnutrition. De plus, 25% des exploitants tentent de vendre leur terre ou de changer d'activité et 8% sont candidats à l'émigration vers les États-Unis.

Éducation/santé

19. Les caféiculteurs dans de nombreux pays ne sont plus en mesure d'assurer les charges d'éducation de leurs enfants, d'où une augmentation du taux de déscolarisation. De plus, la plupart des planteurs sont incapables de faire face aux dépenses de santé, ce qui a contribué à l'accroissement de la mortalité. En Colombie, les exploitants de café sont devenus plus pauvres et leurs conditions de vie sont maintenant au-dessous de la normale. Certains ne peuvent plus payer les frais de scolarité de leurs enfants et l'on constate également une augmentation de la malnutrition. En ce qui concerne l'éducation, les contraintes financières poussent certains parents à choisir de scolariser les garçons au détriment des filles ce qui contribue à l'accroissement de l'inégalité entre les sexes.

C. Indicateurs environnementaux

- 20. Un fléchissement des prix soumet l'environnement à des pressions accrues, dans la mesure où il contraint les agriculteurs à étendre la production à de nouvelles zones, y compris les zones forestières, pour essayer de compenser la chute des prix. En El Salvador, les seules zones boisées du pays existantes sont celle où le café est cultivé à l'ombre. Cependant, le déboisement risque fort de s'intensifier. En Équateur, le remplacement du café par des cultures annuelles ou des herbages entraîne un impact écologique nuisible car le café est normalement cultivé à l'ombre. En Inde, où le café est également cultivé à l'ombre, les exploitants sont maintenant tentés d'abattre les arbustes et d'en vendre le bois, d'où le déboisement et la perte d'un équilibre écologique.
- 21. Du fait des faibles niveaux des prix et de la concurrence des pays à faibles coûts de production, de nombreux pays d'Amérique centrale ont abandonné les méthodes traditionnelles de production de café plus respectueuses de l'environnement, notamment la culture sous ombrage conservatrice des sols, des eaux, des variétés de plantes et d'animaux en même temps qu'elle constitue un modérateur naturel du microclimat. La nécessité d'introduire des variétés à haut rendement, afin de faire face à la concurrence des producteurs à faibles coûts de production, a entraîné l'utilisation intensive de produits agrochimiques. Certains producteurs ont donc abandonné les cultures sous ombrage ce qui réduit la biodiversité. Dans l'ensemble, la crise du café a poussé de nombreux producteurs de café à reléguer l'environnement au dernier rang de leurs préoccupations.
- 22. Par ailleurs, la réduction des recettes ne permet pas de poursuivre des programmes de protection de la qualité des sols, notamment l'enseignement des connaissances de base pouvant permettre à l'agriculteur de maîtriser l'emploi des engrais, de récupérer les matières pour élaborer des fertilisants naturels et également de connaître les espèces biologiques favorables à un bon drainage des sols et à leur oxygénation.

Conclusion

23. La dimension humaine de la durabilité se retrouve dans la réduction de la pauvreté et des inégalités, dans l'accès aux ressources, aux soins, à l'éducation ou encore dans la culture. L'ordre des priorités du développement durable au sein des pays à faible revenu se différencie de celui souvent privilégié dans les pays riches. Les dimensions humaine et économique constituent des enjeux cruciaux qui occultent encore en partie les préoccupations environnementales. Cette différence de priorité ne préjuge pas des effets négatifs des dégradations environnementales dans les pays pauvres, elle constitue simplement un fait au sein des stratégies prônées et des programmes. Aussi les principes d'un développement durable de l'économie du café reposent-ils sur les éléments suivants :

- Les producteurs doivent recevoir un prix/salaire qui couvre les coûts de production, le coût de la vie et les coûts environnementaux dans un contexte de compétitivité;
- Les conditions de travail doivent être en accord avec les conventions de l'Organisation internationale du Travail;
- Les producteurs doivent adopter des pratiques durables sur le plan environnemental ;
- L'accès au crédit et aux opportunités de diversification doit être amélioré ; et
- L'accès à l'information commerciale et aux chaînes de commercialisation doit être amélioré.
- 24. L'économie caféière durable englobe tous les différents aspects incorporés dans le monde agricole en vue de favoriser un développement plus équitable au niveau social, économique, écologique, politique, spatial et culturel. La promotion d'une caféiculture durable doit donc prendre en compte ces différents aspects et leur accorder au moins les mêmes niveaux de priorités.

TABLE 1

ICO COMPOSITE AND GROUP INDICATOR PRICES IN CURRENT AND CONSTANT APRIL-JUNE 1965 TERMS CALENDAR YEAR AVERAGES: 1965 TO 2003

(US cents per lb)

					(US cents p					
	*ao a		Colombian		Other Mild		Brazilian			
		mposite	Mild A		Arab		Natural A		Rob	
Year	Current	Constant	Current	Constant	Current	Constant	Current	Constant	Current	Constant
1965	40.37	40.37	48.00	48.00	45.08	45.08	43.58	43.58	31.07	31.07
1966	39.61	37.72	47.35	45.10	42.12	40.11	40.56	38.63	33.53	31.93
1967	37.22	35.45	41.61	39.63	39.20	37.33	37.72	35.92	33.52	31.92
1968	37.36	35.58	42.42	40.40	39.33	37.46	37.36	35.58	33.86	32.25
1969	38.71	35.51	44.44	40.77	39.78	36.50	40.90	37.52	33.11	30.38
1970	50.52	44.32	56.66	49.70	52.01	45.62	55.80	48.95	41.44	36.35
1971	44.66	36.31	49.01	39.85	44.99	36.58	44.71	36.35	42.27	34.37
1972	50.41	38.19	56.70	42.95	50.33	38.13	52.52	39.79	45.19	34.23
1973	62.16	40.10	72.52	46.79	62.30	40.19	69.20	44.65	49.88	32.18
1974	67.95	36.53	77.81	41.83	65.84	35.40	73.34	39.43	58.68	31.55
1975	71.73	34.32	81.31	38.90	65.41	31.30	82.57	39.51	61.05	29.21
1976	141.96	66.34	157.72	73.70	142.75	66.71	149.48	69.85	127.62	59.64
1977	229.21	98.80	240.21	103.54	234.67	101.15	308.04	132.78	223.76	96.45
1978	155.15	58.77	185.20	70.15	162.82	61.67	165.29	62.61	147.48	55.86
1979	169.50	56.50	183.41	61.14	173.53	57.84	178.47	59.49	165.47	55.16
1980	150.67	44.84	178.82	53.22	154.20	45.89	208.79	62.14	147.15	43.79
1981	115.42	36.76	145.33	46.28	128.23	40.84	179.55	57.18	102.61	32.68
1982	125.00	40.45	148.60	48.09	140.05	45.32	143.68	46.50	109.94	35.58
1983	127.98	43.38	141.61	48.00	132.05	44.76	142.75	48.39	123.90	42.00
1984	141.19	49.37	147.33	51.51	144.64	50.57	149.65	52.33	137.75	48.16
1985	133.10	46.54	155.87	54.50	146.05	51.07	151.76	53.06	120.14	42.01
1986	170.93	49.55	220.04	63.78	194.69	56.43	231.19	67.01	147.16	42.66
1987	107.81	27.93	123.45	31.98	113.62	29.44	106.37	27.56	101.99	26.42
1988	115.96	27.74	n.q.	n.q.	137.60	32.92	121.84	29.15	94.31	22.56
1989	91.67	22.14	107.14	25.88	108.25	26.15	98.76	23.86	75.09	18.14
1990	71.53	15.72	96.53	21.22	89.46	19.66	82.97	18.24	53.60	11.78
1991	66.80	14.68	89.76	19.73	84.98	18.68	72.91	16.02	48.62	10.69
1992	53.35	11.40	67.97	14.52	64.04	13.68	56.49	12.07	42.66	9.12
1993	61.63	13.98	75.79	17.19	70.76	16.05	66.58	15.10	52.50	11.90
1994	134.45	29.88	157.27	34.95	150.04	33.34	143.24	31.83	118.87	26.42
1995	138.42	27.68	158.33	31.67	151.15	30.23	145.95	29.19	125.68	25.14
1996	102.07	21.18	131.23	27.23	122.21	25.35	119.77	24.85	81.92	17.00
1997	133.91	29.76	198.92	44.20	189.06	42.01	166.80	37.07	78.75	17.50
1998	108.95	25.22	142.83	33.06	135.23	31.30	121.81	28.20	82.67	19.14
1999	85.72	20.26	116.45	27.53	103.90	24.56	88.84	21.00	67.53	15.96
2000	64.25	15.86	102.60	25.33	87.07	21.50	79.86	19.72	41.41	10.22
2001	45.60	11.66	72.05	18.43	62.28	15.93	50.70	12.97	27.55	7.05
2002	47.74	12.21	64.90	16.60	61.52	15.73	45.24	11.57	30.01	7.68
2003	51.91	12.27	65.33	15.44	64.20	15.18	50.31	11.89	36.95	8.74

n.q. = not quoted

TABLE 2-A

ALL EXPORTING COUNTRIES VOLUME OF EXPORTS OF ALL FORMS OF COFFEE TO ALL DESTINATIONS CALENDAR YEARS: 1996 TO 2003

(000 bags)

			(000 bag					
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
TOTAL	77 549	80 264	79 926	85 472	89 169	90 154	87 556	85 220
Colombian Milds	13 460	12 733	12 844	11 744	11 259	11 892	11 505	11 994
Colombia	10 588	10 919	11 260	9 996	9 175	9 944	10 273	10 244
Kenya	1 902	1 159	841	1 114	1 328	1 082	736	867
Tanzania	970	655	742	634	756	866	496	883
Other Milds	25 908	24 269	23 778	26 417	28 947	24 355	22 458	22 256
Bolivia	123	111	97	124	106	70	79	73
Burundi	224	529	374	409	444	301	289	476
Costa Rica	2 430	2 099	2 045	2 195	1 964	2 018	1 784	1 702
Cuba	112	107	152	77	113	109	57	50
Dominican Republic	453	307	360	161	155	95	112	145
Ecuador	1 539	1 045	1 056	988	697	756	565	623
El Salvador	2 314	2 772	1 684	1 890	2 537	1 533	1 533	1 304
Guatemala	3 979	4 244	3 542	4 681	4 852	4 110	3 491	3 821
Haiti	156	101	127	72	72	86	41	40
Honduras	2 060	1 722	2 329	1 987	2 879	2 392	2 711	2 425
India	3 120	2 640	3 487	3 617	4 447	3 740	3 516	3 671
Jamaica	27	30	17	24	29	28	26	24
Malawi	60	60	59	54	61	64	44	49
Mexico	4 633	4 502	3 399	4 358	5 304	3 333	2 645	2 595
Nicaragua	822	714	941	984	1 345	1 365	955	1 013
Panama	139	124	145	118	72	57	83	83
Papua New Guinea	1 090	1 043	1 349	1 320	1 043	1 095	1 057	1 147
Peru	1 679	1 648	1 949	2 407	2 362	2 663	2 789	2 412
Rwanda	265	218	214	314	270	300	287	206
Venezuela	495	105	268	460	25	26	192	237
Zambia	36	39	33	51	63	112	93	106
Zimbabwe	150	109	151	127	106	103	108	54
Brazilian Naturals	17 154	18 831	20 084	24 966	20 007	24 559	30 227	27 925
Brazil	15 301	16 842	18 159	23 139	18 016	23 172	28 161	25 685
Ethiopia	1 838	1 980	1 917	1 818	1 982	1 376	2 055	2 229
Paraguay	15	10	8	9	10	11	11	11
Robustas	21 027	24 431	23 220	22 345	28 954	29 347	23 366	23 044
Angola	52	50	54	50	22	14	9	16
Congo, Dem. Rep. of	882	544	621	373	330	170	197	186
Ghana	4	30	18	88	31	32	16	17
Guinea	32	114	129	56	36	77	27	89
Indonesia	6 440	5 755	5 598	5 097	5 355	5 243	3 967	4 605
Nigeria	7	7	5	6	2	5	3	6
OAMCAF	4 232	7 081	6 179	4 544	8 017	5 676	3 882	3 722
Cameroon	564	1 368	746	1 154	1 205	1 125	640	814
Central African Rep.	98	203	102	195	203	94	95	38
Congo, Rep. of	13	3	0	0	0	0	0	0
Cote d'Ivoire	2 751	4 713	4 365	2 406	6 110	4 174	2 901	2 627
Equatorial Guinea	2	1	2	1	-	0	0	0
Gabon	2	0	2	3	1	2	-	1
Madagascar	718	480	796	464	216	87	145	170
Togo	85	313	166	321	283	193	100	72
Philippines	27	31	21	9	5	3	7	12
Sierra Leone	29	47	40	30	53	2	10	10
Sri Lanka	12	21	20	14	1	3	1	1
Thailand	873	1 066	778	493	969	1 117	117	225
Trinidad and Tobago	4	4	5	3	2	_	_	-
Uganda	4 655	3 502	3 286	3 841	2 513	3 060	3 358	2 523
Vietnam	3 779	6 178	6 467	7 742	11 619	13 946	11 771	11 631

A dash indicates a volume of less than 500 bags

TABLE 2-B

ALL EXPORTING COUNTRIES VALUE OF EXPORTS OF ALL FORMS OF COFFEE TO ALL DESTINATIONS CALENDAR YEARS: 1996 TO 2003

(000 US dollars)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 1/
TOTAL	9 999 424	12 880 155	11 426 205	9 467 309	8 174 012	5 394 372	5 123 344	5 191 311
Colombian Milds	2 129 026	2 823 762	2 376 244	1 693 815	1 422 779	1 028 287	983 200	1 043 329
Colombia	1 704 495	2 421 694	2 044 862	1 422 319	1 196 215	869 734	874 187	903 129
Kenya	297 023	302 566	217 649	192 749	147 747	96 487	76 390	82 137
Tanzania	127 508	99 502	113 734	78 748	78 817	62 065	32 623	58 063
Other Milds	3 452 393	4 374 525	3 873 168	3 290 088	3 286 295	1 860 920	1 727 438	1 638 888
Bolivia	16 955	25 818	14 896	13 856	14 224	9 361	9 338	4 632
Burundi	27 933	74 957	52 949	41 852	38 943	20 320	16 537	25 766
Costa Rica	370 591	411 899	391 936	325 581	259 548	170 555	156 825	162 520
Cuba	18 335	24 322	26 943	12 071	17 822	10 937	6 592	6 127
Dominican Republic	63 631	67 996	67 297	23 934	22 168	10 917	12 783	16 561
Ecuador	164 817	115 609	101 069	78 439	45 542	44 288	42 344	36 360
El Salvador	261 784	399 938	247 629	244 777	302 420	116 258	105 134	102 813
Guatemala	472 784	619 962	584 396	586 951	571 061	304 777	269 895	296 677
Haiti	20 451	18 461	20 892	7 867	7 945	7 201	3 477	3 435
Honduras	278 808	326 233	429 732	256 095	335 009	160 728	183 513	183 368
India	404 472	421 471	456 387	383 176	416 879	245 128	239 371	188 997
Jamaica	31 312	36 363	17 407	24 020	33 038	30 686	32 314	28 781
Malawi	7 684	8 917	8 011	5 275	4 557	4 052	2 249	3 235
Mexico	676 824	934 090	640 569	580 583	646 649	290 135	231 698	245 582
Nicaragua	118 036	132 884	181 440	140 769	169 188	105 261	80 462	93 082
Panama	19 080	22 250	24 520	15 189	9 392	7 287	9 965	7 205
Papua New Guinea	152 707	247 624	209 998	155 642	106 943	77 221	72 885	87 412
Peru	222 463	399 809	286 448	264 654	222 391	180 400	187 515	110 562
Rwanda	28 847	42 555	29 873	41 080	35 342	39 218	34 432	14 068
Venezuela	66 766	12 541	36 591	56 209	4 816	4 475	13 549	15 132
Zambia	5 203	7 941	6 736	8 564	8 289	9 806	7 695	4 475
Zimbabwe	22 909	22 888	37 450	23 505	14 128	11 909	8 866	2 100
Brazilian Naturals	2 379 371	3 485 669	2 973 294	2 723 870	2 024 033	1 554 163	1 532 471	1 712 255
Brazil	2 099 513	3 100 122	2 594 283	2 459 055	1 771 804	1 412 034	1 369 832	1 538 372
Ethiopia	278 089	384 359	377 944	264 212	251 079	140 865	161 478	173 315
Paraguay	1 769	1 188	1 066	603	1 149	1 264	1 161	568
Robustas	2 038 634	2 196 198	2 203 498	1 759 536	1 440 905	951 002	880 235	796 838
Angola	5 166	4 630	5 303	4 028	1 172	587	2 879	810
Congo, Dem. Rep. of	73 814	55 663	58 464	27 618	12 959	8 544	5 341	6 569
Ghana	422	2 386	1 349	6 346	1 543	1 454	769	1 090
Guinea	4 445	12 232	15 847	5 750	3 200	5 142	1 812	3 731
Indonesia	668 895	604 671	592 912	438 462	312 023	215 805	263 960	150 550
Nigeria	857	611	689	634	182	352	253	655
OAMCAF	423 973	560 839	556 857	393 457	475 071	246 829	193 859	184 877
Cameroon	54 179	101 218	66 208	92 111	77 310 9 160	55 491	42 233	47 428
Central African Rep.	7 492 1 784	18 553 377	8 504 0	14 230 0	9 160	2 520 0	1 792 0	1 303
Congo, Rep. of Cote d'Ivoire	292 287	378 586	403 288	231 450	366 913	179 499	141 243	129 280
Equatorial Guinea	142	96	121	62	7	1/9 499	141 243	129 280
Gabon	110	0	121	148	23	49	11	45
Madagascar	58 536	36 610	65 131	30 284	8 145	2 966	4 972	4 072
Togo	9 442	25 399	13 477	25 173	13 514	6 304	3 608	2 748
Philippines	4 482	4 090	2 738	1 151	491	438	1 144	2 020
Sierra Leone	3 202	5 588	4 020	2 289	2 980	68	348	390
Sri Lanka	2 060	4 480	1 815	1 313	2 980 98	325	195	118
Thailand	84 799	72 803	65 109	38 710	46 216	30 638	8 250	11 148
Trinidad and Tobago	1 886	1 800	2 059	1 372	908	249	184	11 140
Uganda	396 971	310 336	295 667	274 358	125 312	97 753	98 369	103 532
- Surran	570 711	556 070	600 670	564 046	458 750	342 819	302 872	331 339

1/ Partial









